

que nous nous y mettions tous. Pour cela, il nous fallait le concours actif de l'opinion publique et ce concours actif c'était de nous, et pas de nos ministres, qu'il dépendait de l'obtenir.

C'est pourquoi nos reproches, nos critiques — puisqu'on a parlé de critiques systématiques — et le terme est bien juste, — se tourneront bien davantage contre la majorité actuelle du Parti, que contre nos délégués au gouvernement, que nous avons délégués d'un accord unanime.

Et je ne veux pas excéder mon temps de parole, mais je veux parler aussi de cette nationalisation des armements qui nous inspire de si grandes inquiétudes.

C'était la seule nationalisation prévue au programme du Rassemblement populaire. C'était la mesure qu'on attendait peut-être avec le plus d'impatience. Eh bien ! nous avons là encore des inquiétudes, nous avons peur qu'on n'ait pas été assez loin. Nous avons peur qu'on ait payé trop cher. Nous avons peur qu'il y ait encore, en France, des gens qui ont intérêt à la guerre. Nous avons peur que cela ait coûté tellement cher qu'on en arrive à compromettre même la politique économique du gouvernement.

Et je ne veux que vous lire quelques lignes du militant syndicaliste Neumeyer de la Fédération des Fonctionnaires, qui écrivait ceci, pas plus tard qu'hier :

« Je ne voudrais pas mettre en cause, ici, le principe des dépenses de Défense nationale. Mais il ne nous est pas défendu d'affirmer que si nous nous en rapportons aux premiers renseignements qui nous ont été fournis, on s'est montré bien large vis-à-vis des entreprises nationalisées. Leur silence sur ces nationalisations est, du reste, suffisamment significatif. La vie est belle pour les marchands de canons, M. Caillaux ! Elle l'est aussi pour un certain nombre de mercantis et même d'industriels qui ne savent comment satisfaire toutes les commandes qu'ils reçoivent. Nous pourrions également en administrer la preuve. »

Le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes vient d'adresser une lettre publique sur cette question, à M. Daladier. Nous espérons qu'il recevra du gouvernement des réponses satisfaisantes.

Et enfin, je veux signaler pour terminer un dernier ordre de profits, qui ne sont pas les moindres : voici que les marchands de canons, c'est déjà un métier périmé. C'est démodé d'être marchand de canons ! quand on est à la page, aujourd'hui, on s'établit marchand de masques. Quand on est à la page on s'établit marchand de béton. Il y a des profits magnifiques à réaliser dans la défense passive. Les actions des marchands de canons ont monté depuis que le Front populaire est au pouvoir. Mais si vous saviez les notes qui paraissent dans les journaux financiers sur les actions des compagnies de produits chimiques, qui fabriquent des masques, les bénéfices massifs qu'on annonce, en prévision de la défense pas-

sive, si vous saviez la ruée qu'il y a dans le monde des affaires vers tout ce qui touche le béton, les projets magnifiques, jusqu'aux plus fous, qui sont élaborés. Le projet de rebâtir Paris souterrainement, ce n'est pas une plaisanterie ! Ou le projet de couvrir Paris d'un vaste toit. On croit rêver en entendant ces choses, mais cependant il y a un journal : **Les Services Publics** ; il y a un inventeur, M. Paul Champion, qui propose le plus sérieusement du monde d'édifier dans Paris 80 tours de 400 mètres de haut, de les relier entre elles par des poutrelles, par un treillis métallique, de recouvrir tout cela de plaques blindées suffisamment épaisses pour résister au choc des obus, et de dormir tranquillement à l'abri en attendant d'observer la prochaine dernière ! Eh bien ! camarades, vous me direz : « C'est le projet d'un fou », je voudrais qu'une bouche autorisée vienne ici nous dire que ce projet n'ait pas été étudié actuellement, comme susceptible d'être réalisé, dans les ministères compétents. C'est peut-être l'œuvre d'un fou, mais il y a beaucoup d'ingénieurs qui s'occupent, en ce moment, de ce projet. Il y a des commissions de techniciens qui l'étudient sérieusement. C'est peut-être l'œuvre d'un fou, mais qui, très certainement, ferait gagner bien des milliards à bien des marchands de béton !

Camarades, je ne veux pas en dire davantage. Je crois qu'il y a là des problèmes graves. Je crois que le Parti socialiste doit s'en préoccuper, qu'il a sa liberté d'expression tout aussi bien que le parti radical, qui, lui aussi, est représenté au gouvernement, mais qui n'hésite pas à faire prévaloir sa volonté.

La solution, nous voulons la rechercher dans l'action propre du Parti, dans la résurrection d'une propagande socialiste qui a mis quelque peu la sourdine ces derniers mois au profit de la propagande du Front Populaire.

Nous voulons trouver la solution dans une action autonome de classe hardie, qui sache ce qu'elle veut, où elle va et qui arrive à nous sortir, par la force même du peuple, des difficultés actuelles.

(Applaudissements.)

.....